



COMMUNIQUÉ

Paris, le 27 septembre 2013

SALE TEMPS POUR LES MIGRANT-E-S

A Annonay, une famille à la rue s'est vu refuser la maigre assistance du 115 au prétexte qu'elle était sans papiers. A Paris, de même, un ressortissant italien et sa famille ont été renvoyés vers les services sociaux italiens – sic ! A Orléans, la préfecture place les mineur-e-s étranger-e-s isolé-e-s devenu-e-s majeur-e-s en procédure prioritaire quand ces dernier-e-s présentent une demande d'asile, au motif que leurs documents seraient des faux. Des enfants sont toujours enfermé-e-s dans ces prisons pour étranger-e-s appelées centres de rétention administrative. A Caen, un jeune majeur sans papier a été arrêté devant la porte de son lycée. Dans les territoires éloignés d'outre-mer, la guerre aux migrant-e-s est toujours aussi violente. A Mayotte, la rétention et l'expulsion des mineur-e-s se poursuit, au mépris des textes internationaux, par un gouvernement français s'appuyant sur une aussi hypothétique qu'hypocrite exception mahoraise. En Guyane, la chasse aux personnes sans papiers se poursuit et les lois d'exception restent maintenues alors même que la Garde des Sceaux, Chritiane Taubira, ancienne sénatrice de Guyane, les avaient dénoncées avec force avant son arrivée au pouvoir. Quant au ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, il ose déclarer que les Roms « *ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays* » et qu'ils/elles ont « *vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie* ».

Un an et demi après l'accession de M. Hollande au pouvoir, partout la situation des personnes étrangères est toujours aussi insoutenable. La politique sécuritaire reste de mise, M. Valls, soutenu par M. Hollande, conduit la même politique que la droite « décomplexée » de Besson, Hortefeux et Guéant... Stigmatisation des Roms pourtant citoyen-ne-s européen-ne-s, méconnaissance de la Convention de Genève sur le statut de réfugié, traitement différencié des familles étrangères dans l'accès au 115... Le gouvernement mène toujours, dans les faits, une politique discriminatoire de rejet et d'exclusion à l'égard des étranger-e-s et surfe sur la vague populiste. Ainsi, en France, les étranger-e-s restent considéré-e-s comme des envahisseurs, des profiteurs, qui n'auraient aucune volonté de s'intégrer.

Cette politique imprégnée de racisme et de xénophobie, nous, Mouvement des ASTI, nous la refusons. Nous refusons que les personnes étrangères soient instrumentalisées dans des manœuvres politiciennes, à visée électorale, d'une gauche qui a oublié ses promesses et ses racines. Pour sortir d'une spirale infernale qui provoque une inflation de discours et d'actes racistes, il est grand temps qu'une politique d'ouverture, d'accueil et d'égalité des droits soit véritablement menée afin que soit enfin écartés les poisons du racisme et de l'exclusion.

Le Bureau Fédéral de la FASTI
Pour le Mouvement des ASTI

www.fasti.org / coordination@robasefasti.org